

## Ségolène Royal et la centrale de Fessenheim ? Cela ne nous étonne pas...

(15 octobre 2014)

Le 1<sup>er</sup> octobre, lors d'un dîner avec les parlementaires écologistes, le président François Hollande renouvelait pour la nième fois sa promesse de procéder à la fermeture définitive de la centrale de Fessenheim "*avant la fin du quinquennat*".

Le 14 octobre, à l'antenne de RTL, Ségolène Royal annonçait qu'en fait de fermeture, "*cela pourrait être d'autres réacteurs que Fessenheim*". La fameuse "ligne jaune" serait-elle franchie ?

Cette nouvelle sortie de la Ministre ne nous étonne plus : Déjà fin septembre, Madame la Ministre avait laissé entendre la même chose... Depuis plus de deux ans, nous disions que le Président de la République, bien loin de respecter sa promesse, faisait en sorte de ne pas être en mesure de la réaliser. Et pour cela, l'Etat n'a pas manqué d'imagination pour se construire à lui-même ses propres obstacles. Que l'on en juge :

- Janvier 2012 : la Cour des Comptes, dans son rapport sur "Les coûts de la filière électronucléaire", après avoir reconnu que rien n'était clair dans l'économie nucléaire, recommande la poursuite de l'activité des centrales, alors que ce n'était pas le sujet demandé.
- Avril 2013 : L'autorité de Sûreté Nucléaire donne son autorisation à la poursuite du réacteur n°2 de la centrale, sous réserves de travaux représentant une trentaine millions d'euro. L'Etat, propriétaire à 85% d'EDF, laisse faire ces travaux, en offrant à EDF un argument (les sommes dépensées) dont Ségolène Royal fait usage aujourd'hui...
- Mars 2014 : Lors d'une audition à l'Assemblée, Ségolène Royal évoque la création d'une "commission" réunissant les acteurs locaux (économiques, politiques...) alsaciens pour discuter de l'avenir de la centrale. On attend toujours... Et pourtant, deux délégués ministériels se sont succédés depuis 2012, sans qu'aucun rapport n'ait jamais été rendu...
- Juin 2014 : A l'Assemblée Nationale, remise du rapport Brottes-Baupin sur le "coût du nucléaire", qui met en lumière les coûts croissants de cette filière, l'opacité qui règne dans le nucléaire, et appelle le gouvernement à "prendre ses responsabilités". Aucune réaction dudit gouvernement, et pour cause...
- Juillet 2014 : L'INSEE rend publique une étude : "Une inscription territoriale diffuse pour la centrale nucléaire de Fessenheim", montrant (qui s'en étonnera ?) l'importance tant économique que sociale de la centrale dans toute la région. Etude intéressante, certes, mais se basant sur les années 2011-2012, années de la visite décennale impliquant un nombre accru de personnels sur le site et se signalant par un plus grand nombre d'interventions, de commandes... Sans compter que d'énergie, il n'en est pas question dans ce rapport...
- Septembre 2014 : Remise du Rapport de la Commission Budgétaire de l'Assemblée (rapport Mariton-Goua) sur le "coût de la fermeture anticipée de réacteurs nucléaires : l'exemple de Fessenheim", concluant à un coût avoisinant les 5 milliards d'Euros en cas de respect de la promesse de François Hollande. Rapport bourré d'inexactitudes (la rentabilité annuelle moyenne de la centrale serait de 200 millions d'euros, alors que même EDF refuse toute communication à ce sujet), de contre-vérités (seul un motif de sûreté peut motiver un arrêt d'une centrale, alors que la douzaine de réacteurs arrêtés en France l'ont été pour des motifs politiques ou économiques), ou de francs mensonges (280 millions d'euros auraient été investis pour la sécurité, alors qu'il s'agit du remplacement de générateurs de vapeur défectueux qui affectent surtout le rendement de la centrale).
- Depuis la promesse de "changement" de François Hollande : la centrale de Fessenheim est toujours dans une zone sismique, toujours sous le niveau du Grand Canal d'Alsace, toujours placée sur la plus importante nappe d'eau douce d'Europe, et reste toujours la plus vieille centrale de France, toujours en première place pour le nombre d'incidents...

Nous n'oublions pas l'agitation de quelques députés locaux, dont la méconnaissance crasse du dossier Fessenheim n'a d'égal que leur désir de se faire un peu de publicité, à défaut de pouvoir se faire reconnaître par leur travail d'élus.

Et vendredi dernier, le premier secrétaire du Parti Socialiste précisait pourtant que "quand le président de la République s'exprime, les ministres appliquent"... Madame Royal serait-elle sortie des clous ? Agit-elle sur ordre ?

Depuis deux ans, à propos de cette vieille et bien encombrante centrale, nous assistons à un jeu malsain, où l'Etat utilise ses propres institutions, ses propres structures pour se contraindre lui-même. Quelle confiance peut-on encore avoir dans un tel Etat ? Quelle confiance peut-on accorder aux politiques pour nous faire passer dans l'ère de la "transition énergétique" où une dizaine de réacteurs devraient fermer avant 2025, alors que l'on n'est pas capable d'en fermer un seul – le plus vieux, le moins rentable, l'un des moins sûrs - en plus de deux ans ?

Non, décidément, ce n'est pas la rage qui nous emporte. Plutôt une impression de dégoût...

Pour Stop Transport – Halte au Nucléaire  
Stop Fessenheim  
CSFR

Jean-Marie Brom

**Stop Transports – Halte au Nucléaire**  
5 rue de Mundolsheim  
6730 SCHILTIGHEIM  
Contact Rémi Verdet  
06 13 36 71 89

**Stop-Fessenheim**  
13 rue Berhe Molly  
68000 COLMAR  
Contact Aline Baumann  
03 68 23 01 29

**Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin**  
47 rue de l'illberg  
68200 MULHOUSE  
Contact Jean-Jacques Rettig  
03 88 97 07 07